

Nous espérons pouvoir jouir maintenant d'une politique de transport rentable pour notre région. L'ancien ministre des Transports avait demandé aux quatre premiers ministres des provinces atlantiques de lui faire des recommandations quant à ce qui doit constituer une politique rentable. Ils lui ont présenté une série complète de recommandations intimement reliées. Permettez-moi d'en citer quelques-unes:

• (1640)

1. Les provinces accepteront des modifications au programme général de subventions au trafic intrarégional à condition toutefois qu'un organisme fédéral-provincial ait le pouvoir d'administrer le versement, dans le cadre d'un programme d'assistance au transport, de fonds fédéraux à des industries choisies à l'intérieur des provinces de l'Atlantique.
2. Son premier geste sera d'étendre la subvention de 30 p. 100 à tout le trafic, peu importe le mode de transport, et de la verser à l'expéditeur.
3. Les personnes désignées pour faire partie de cet organisme devront être des résidents des provinces de l'Atlantique.
4. Les services d'administration de cet organisme devront se trouver dans la région.
5. Les provinces de l'Atlantique recommandent au gouvernement fédéral de maintenir le gel des taux du transport ferroviaire dans les provinces de l'Atlantique jusqu'à ce que la nouvelle politique relative au transport régional soit mise en application.
6. Les recommandations sont importantes, voire essentielles. Elles sont intimement reliées et il doit être donné suite à toutes sans exception, et cela le plus tôt possible, si l'on veut faire du transport un instrument de l'expansion économique régionale et non un obstacle à celle-ci.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement a effectivement tenu compte d'une partie de ce qu'ont proposé les premiers ministres des provinces de l'Atlantique. Il a ramené de 20 à 17 p. 100 la subvention qu'on pouvait obtenir dans le territoire désigné et compte la diminuer encore de 2 p. 100 le 1^{er} avril de cette année, sauf avis contraire du ministre des Transports (M. Jamieson). Le gouvernement n'a pas institué un organisme financé du genre qu'avaient réclamé les premiers ministres, mais un organisme consultatif ne disposant lui-même d'aucuns fonds. Peu importe où se trouvait l'organisme; il n'avait aucune raison d'avoir un siège, n'ayant pas de fonds à dépenser.

Les premiers ministres ont aussi recommandé que l'on nomme à cet organisme des hommes d'affaires engagés dans les industries de la région, au lieu de quoi il y siège six fonctionnaires. Je suis certain qu'au cours de leur vie ils ont beaucoup appris sur la façon dont un homme d'affaires doit faire face au problème des transports dans la région de l'Atlantique. Une chose que le gouvernement n'a certainement pas faite c'est de maintenir le gel des tarifs de marchandises, comme le réclamait le mémoire. Nous savons que cela n'a pas été fait car, depuis qu'on a débloqué le tarif-marchandises en septembre 1969, nous avons subi huit augmentations des tarifs-marchandises dans la région de l'Atlantique. Elles ont imposé aux expéditeurs de la région des frais accrus de 32 à 62 p. 100. Si, comme on le prévoit actuellement, la subvention intrarégionale est réduite le 1^{er} avril de 17.5 à 15 p. 100, les expéditeurs de la région atlantique subiront une hausse de 3.4 p. 100, soit une neuvième augmentation.

Rien n'a marché parce qu'on n'a rien essayé de valable. D'accord, nous avons reçu des subventions du ministère de l'Expansion économique régionale pour établir de nouvelles industries, mais on en a accordées à toutes les autres régions du pays. Mais on n'a rien fait de neuf, de semblable aux politiques qui ont marqué l'époque du gouvernement Diefenbaker.

[M. Coates.]

Une voix: Dieu merci!

M. Coates: Au député qui vient de s'exclamer «Dieu merci!» je dirai, par votre entremise, monsieur l'Orateur, qu'aucun gouvernement dans l'histoire du Canada n'a été meilleur ami des provinces atlantiques que le gouvernement Diefenbaker.

Une voix: Seul un idiot de l'Ontario peut dire une chose pareille.

M. Gibson: Parlez pour vous. Mêlez-vous de ce qui vous regarde.

M. Coates: J'ignore d'où il vient celui-là, mais vous pouvez le garder. Les habitants de la région atlantique peuvent facilement comparer les efforts déployés par l'administration Diefenbaker avec ceux de Lester Pearson ou du premier ministre actuel (M. Trudeau). Ils savent qu'en présence de mon ami de Halifax (M. Stanfield) dont les réalisations sont bien connues, il y aura bientôt à Ottawa un premier ministre qui connaît bien la région et ses habitants, un homme qui appliquera les politiques nécessaires pour accomplir cette œuvre. On n'attend que l'occasion de lui confier cette tâche.

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Je voudrais dire tout d'abord, monsieur l'Orateur, que nous savons tous au Canada qu'un gouvernement fort médiocre nous gouverne à l'heure actuelle.

M. Gibson: Sauf la population.

M. Yewchuk: Je ne passerai donc pas trop de temps à vous dire combien il est vraiment médiocre. Je suis certain que vous le savez déjà, monsieur l'Orateur.

Une voix: Encore du pessimisme et du défaitisme.

M. Osler: Dites-nous ce que vous feriez.

M. Yewchuk: Le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Osler) me demande de lui dire ce que nous ferions. C'est précisément ce que j'ai l'intention de faire. Je parlerai en termes strictement positifs, notamment de la réforme du Sénat.

Une voix: Faites-les élire!

M. Yewchuk: Nous convenons tous, je crois, que la réforme du Sénat est indispensable. De fait, nous avons entendu de temps à autre des déclarations en ce sens émanant des représentants de tous les partis à la Chambre depuis quatre ans que je siège ici.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Nous ne prônons pas sa réforme, mais son abolition.

M. Yewchuk: L'abolition est en réalité une sorte de réforme, si on considère le sens véritable du mot. Je voudrais rappeler à certains députés à ma gauche qu'ils ont un représentant à l'autre endroit.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oh, non!

Une voix: Et M. Hazen Argue?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il n'est pas des nôtres.

M. Yewchuk: Même s'ils ne l'avouent pas, nombre d'entre eux désirent secrètement y accéder. Je voudrais proposer une formule qui leur faciliterait l'accès au Sénat